



## **Déclaration liminaire CGT au Comité Social d'Administration Local (CSAL) de la DRFiP 67 du 19 janvier 2024 (reconvocation)**

Monsieur le Président,

Bien que présente en ce début de séance, la CGT Finances Publiques 67 ne siègera pas pour le second point à l'ordre du Jour de cette réunion du CSAL, à savoir le point « Situation 2024 des Emplois ».

Si le tableau global des Emplois fait état d'une « faible » baisse des emplois à la DRFiP67 pour l'année 2024, soit une baisse de 15 Emplois pour les missions existantes de notre direction fin 2023, la situation de terrain en matière d'emplois dans la plupart des services de notre direction est désormais critique comme l'indiquent le dernier rapport annuel du médecin de prévention, les fiches de signalement collectives de services de ces dernières années ainsi que les alertes que nous vous faisons part depuis fort longtemps, hélas sans succès.

Cette année, les suppressions concernent principalement, comme il est de coutume, les agent-es cadres C (moins 10 Emplois) et les agent-es cadres B (moins 4 emplois). Et pour ne pas changer, c'est les services de terrain qui trinquent : moins 7 Emplois dans les SIP, moins 4 Emplois dans les SGC et moins 2 Emplois dans les SIE.

La CGT refuse d'être associée d'une quelconque façon à la poursuite de cette politique destructrice de nos emplois, politique qui est appliquée de façon constante depuis plus de 10 ans.

Notre position est toujours la même et nous ne pouvons pas varier surtout quand on constate les effets délétères de ces suppressions d'emplois sur les services, les missions, sur les conditions de travail et la santé des agent-es et agents sans omettre la dégradation de la qualité du service public.

Ces emplois sont d'autant plus nécessaires pour améliorer nos conditions de vie au travail, en particulier face aux risques psychosociaux qui constituent toujours un risque important dans le Document Unique d'Évaluation des Risques professionnels (DUERP).

La CGT demande que les emplois nécessaires à l'exercice de l'ensemble de nos missions soient pourvus, ce qui n'est pas le cas actuellement puisqu'il faut sans cesse prioriser.

Elle demande l'arrêt des suppressions d'emplois, des réformes et des restructurations incessantes ainsi que l'arrêt du démantèlement du réseau de la DGFIP.

Enfin, face à l'inflation galopante de ces dernières années et du quasi-gel de nos salaires depuis fort longtemps – trop longtemps, la CGT demande une juste reconnaissance des efforts des agents avec une hausse significative de notre indemnitaire, en excluant toute forme de rémunération au mérite.